



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 05 Septembre 2022



Rentrée scolaire, flambée des prix, sécheresse, concrétisation des projets économiques... Le gouvernement au charbon

La rentrée sociale s'annonce au pas de charge, sur fond de rentrée scolaire pas de tout repos, de pouvoir d'achat à préserver et d'objectifs économiques à atteindre, fixés par le président de la République.



La nouvelle session parlementaire s'est ouverte, hier, dans une ambiance bon enfant : Promesses et défis d'une rentrée

Un grand moment politique et social, surtout que cette rentrée parlementaire intervient après un recul certain de la pandémie de Convid-19. Mais ce sont les défis et les promesse jalonnant ce rendez-vous qui captent l'intérêt des observateurs.

Augmentations des salaires : Un impact significatif sur l'épargne des ménages

Des augmentations de salaires ont été engagées par le président de la République, et d'autres ne tarderont pas à suivre, et ce pour l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens. Selon Hemidet Mohamed Elhadi de l'université Alger 3, la décision d'augmentation des salaires prise par le gouvernement «aura un impact significatif sur la consommation et l'épargne des ménages lors des deux premières années qui suivent cette augmentation, ce qui permet d'améliorer leurs pouvoirs d'achat».



LA CONSTITUTION AMENDÉE EN 2020 L'OBLIGE À SE PLIER À CET EXERCICE Aïmene : Benabderrahmane présentera-t-il le bilan de son gouvernement ?

La session parlementaire 2022-2023 a été ouverte, depuis hier, avec une interrogation majeure. Il s'agit de savoir si le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, à la tête du gouvernement depuis le 30 juin 2021, présentera enfin, comme le stipule la Constitution, le bilan de son gouvernement, appelé aussi déclaration de politique générale. Se présentera-t-il devant les députés ? Quand ? Jusqu'à hier, aucune information sur le sujet n'a été communiquée par les services du Premier ministre. Dans l'entourage du gouvernement, affirment nos sources, «on attend» et on ne sait pas si Aïmene Benabderrahmane se soumettra à cet exercice «périlleux».

La Loi fondamentale du pays est claire à ce sujet. «Le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, doit présenter annuellement, à l'Assemblée populaire nationale, une déclaration de politique générale. La déclaration de politique générale donne lieu à débat sur l'action du gouvernement. Ce débat peut s'achever par une résolution. Il peut également donner lieu au dépôt d'une motion de censure par l'Assemblée populaire nationale conformément aux dispositions des articles 161 et 162 ci-dessous. Le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, peut demander à l'APN un vote de confiance (...)», précise l'article 111 de la Constitution amendée en novembre 2020. La même disposition souligne aussi que le «Premier ministre peut également présenter au Conseil de la nation une déclaration de politique générale». Malgré cette obligation constitutionnelle, rares sont les Premiers ministres qui ont osé affronter les parlementaires, même s'ils savaient déjà que la majorité leur est acquise et que l'exercice était une simple formalité.

Avant Aïmene Abderrahmane, Abdelaziz Djerrad, remercié après 16 mois à la tête de l'Exécutif, n'a fourni aucun bilan. Il est parti sans rendre des comptes au Parlement qui avait adopté le plan d'action de son gouvernement.

Les parlementaires de l'époque, se sachant en fin de mission après la décision de raccourcir leurs mandats, n'ont pas insisté pour lui réclamer un bilan. Mais cette tendance à faire l'impasse sur la présentation du bilan du gouvernement n'est pas nouvelle.

Durant les 20 dernières années, seuls Ahmed Ouyahia, actuellement en détention, a respecté la forme. Il même osé, en février 2019, en plein hirak, affronter les députés de l'opposition qui l'avaient alors violemment taclé. L'on se souvient de ses échanges avec les élus du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) qui l'ont interrogé sur le sort de 1000 milliards de dollars de recettes pétrolières engrangées par l'Algérie durant les 20 ans de règne de l'ancien président, Abdelaziz Bouteflika. «Le peuple sait où sont dépensés les 1000 milliards», avait-il rétorqué, en s'en prenant, à son tour, à ses détracteurs.

En 2006 également, Ahmed Ouyahia s'appêtait à descendre à l'APN pour y présenter sa déclaration de politique générale. Mais des rumeurs sur la préparation d'une motion de censure par, notamment, des députés du FLN a précipité son départ du gouvernement. Il avait remis sa démission qui avait été acceptée par Abdelaziz Bouteflika.

Ce dernier a confié la chefferie du gouvernement à Abdelaziz Belkhadem qui était alors ministre d'Etat et secrétaire général du FLN. Celui-ci avait passé deux ans à la tête du gouvernement, sans présenter de bilan. Ayant pris les commandes du gouvernement pendant cinq longues années, Abdelmalek Sellal, actuellement en prison, a, lui aussi, fait l'impasse sur cette obligation constitutionnelle. Cette entorse à la loi sera-t-elle enfin bannie ? Wait and see.



NÉGOCIATIONS ALGÉRO-ESPAGNOLES SUR LE GAZ Naturgy sous pression

Les négociations qui traînent en longueur – et qui sont menées depuis près d'une année par Francisco Reynés le patron de Naturgy – font craindre, en Espagne, un risque de rupture de l'approvisionnement en gaz à partir du Medgaz.

Les négociations autour du renouvellement du méga contrat gazier entre le groupe espagnol Naturgy et le groupe national Sonatrach s'avèrent de plus en plus tendues, selon la presse espagnole qui met en évidence le contexte peu favorable au groupe Naturgy qui aura probablement besoin de déboursier près de 1,5 milliard de dollars pour s'acquitter d'un prix plus élevé du gaz, avec effet rétroactif. Le contrat gazier à long terme entre Naturgy et Sonatrach – qui expire en 2032 – prévoit un bilan d'étape et une renégociation des prix pour la période 2022-2024.

Les négociations qui traînent en longueur – et qui sont menées depuis près d'une année, par Francisco Reynés, le patron de Naturgy – font craindre un risque de rupture de l'approvisionnement de l'Espagne en gaz, à partir du Medgaz, au cas où un accord rapide n'est pas trouvé. Ce sont tous les arguments avancés par plusieurs médias espagnols qui font de plus, un parallèle avec l'entente parfaite entre l'Algérie et l'Italie qui a assuré une augmentation de ses approvisionnements en gaz, et le récent rapprochement entre l'Algérie et la France qui espère une augmentation de sa part d'approvisionnement en gaz à l'avenir.

Il est à savoir que la négociation en cours entre Sonatrach et Naturgy, s'inscrit dans le cadre des contrats à long terme, dont les clauses prévoient une révision des prix tous les trois ans, même si le contrat à long terme est signé jusqu'à 2032, comme c'est le cas pour l'Espagne.

Le contrat de trois ans qui a expiré en 2021, était indexé sur un indice de référence Brent, au lieu du marché du gaz -ce qui rendait le gaz moins cher, pour les pays partenaires de l'Algérie sur le long terme, or selon le directeur de la compagnie gazière espagnole, «la tendance du marché s'est inversée et l'Algérie veut donc négocier les nouveaux prix, selon une nouvelle référence».

Selon une information Reuters répercutée, il y a quelques mois, «Sonatrach, qui négocie des moyens de bénéficier des importantes hausses du prix mondial du gaz, dans ses contrats à long terme avec des acheteurs européens, envisage plusieurs options, y compris un lien partiel avec les prix du gaz au comptant dans des contrats qui ont toujours été indexés jusqu'à présent sur le prix du brut Brent».

Reuters estimait que «le rôle de l'Algérie en tant que fournisseur de gaz pour l'Italie, l'Espagne et d'autres pays d'Europe du Sud a pris une importance accrue en raison du conflit en Ukraine et de l'imposition par l'Europe de sanctions contre Moscou». Le groupe Naturgy pour sa part avait déjà eu à souligner qu'il avait «une certaine capacité à négocier les prix, mais qu'en aucun cas, il ne pourrait détacher les prix à appliquer de la trajectoire actuelle des cours du gaz sur les marchés mondiaux».

Naturgy avait également indiqué selon le site «El periodico de la energia» que l'énergie «va être plus chère qu'elle ne l'était» précisant que «celui qui gagne (...), c'est le producteur, le propriétaire des puits de gaz et de pétrole». Aujourd'hui, une négociation sur les cours applicables aux volumes transitant par le Medgaz doit impérativement être conclue, en vue de permettre la poursuite des acheminements de gaz vers le partenaire espagnol.

Ce dernier, faut-il le rappeler ne s'est pas privé de faire pression sur Sonatrach en 2019, lorsque les prix du gaz avaient fortement chuté, obtenant gain de cause. Il doit actuellement, comme le stipulent les textes paraphés par les deux parties, conclure un nouvel accord dans un contexte où le prix du gaz s'affiche à près de 300 euros sur le marché européen, comme note la presse espagnole.

LE MARCHÉ GAZIER FAVORABLE À L'ALGÉRIE

Selon le site Internet du média La Información, le groupe Naturgy «a commencé à alimenter un coussin de plusieurs millions de dollars pour couvrir rétroactivement le surcoût lié à la révision du méga-contrat de fourniture de gaz avec la société nationale algérienne Sonatrach. Les conditions de l'accord d'approvisionnement par le gazoduc Medgaz ont expiré, et Sonatrach exige une mise à jour du prix à l'exportation de son partenaire espagnol pour l'ajuster à la revalorisation que ce carburant.

Au total, Naturgy réserve 1490 millions d'euros pour faire face à toute éventualité. Le groupe énergétique n'a pas précisé quelle part d'entre eux sera affectée au bouclier contre les modifications du contrat algérien, mais il a confirmé qu'il avait commencé à provisionner à cet effet un montant selon ses projections», écrit le média. «Etant donné que Naturgy devra verser à Sonatrach la différence accumulée, depuis le 1er janvier jusqu'à la clôture des négociations sur le nouveau tarif, tout indique que le poste affecté à ce volet augmentera en fin d'année. Les négociations sont toujours en cours et il n'est pas possible de déterminer quand le nouveau prix sera clôturé», assurent des sources officielles de la compagnie gazière à La Información, poursuit le média espagnol.

Des sources gouvernementales espagnoles, citées par le journal, soulignent qu'un retard dans le démarrage des pourparlers «a conduit la première compagnie gazière espagnole à être surprise, en pleine négociation, par le déclenchement de la guerre en Ukraine et par l'aggravation conséquente de la crise énergétique.

Au chaos du marché de l'énergie, il faut ajouter la rupture par l'Algérie du traité d'amitié avec l'Espagne, conséquence du virage de la Moncloa sur le Sahara occidental dû à l'alignement, en mars dernier, du président du gouvernement, Pedro Sánchez, sur la position du Maroc.

Résultat, un dossier brûlant auquel Naturgy et, dans une moindre mesure, d'autres sociétés comme Cepsa sont contraints de faire face, lors de la mise à jour de leurs accords commerciaux». Le média espagnol souligne en outre que le réexamen des prix pourrait coûter plusieurs millions de dollars aux entreprises énergétiques qui finiraient par augmenter les factures à leurs clients, aggravant la crise inflationniste de l'économie espagnole.



Statistiques: Plus de 52000 agents mobilisés pour le recensement général

Plus de 52.000 agents recenseurs, près de 8 000 agents contrôleurs et 3 000 formateurs seront mobilisés lors du 6ème Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2022), prévu du 25 septembre au 9 octobre, selon un document de l'Office national des statistiques (ONS).



Retour des Algériens établis à l'étranger : du couscous des pâtes et de l'huiles saisis par les douanes algériennes !

Les services des douanes algériennes ont procédé à la saisie de produits alimentaires subventionnés, lors des contrôles des bagages des Algériens établis à l'étranger, de retour des vacances. Une procédure qui a surpris les membres de la diaspora algérienne, habituées de revenir avec des bagages pleins à craquer de produits locaux.



إلغاء المرور على المنصة الرقمية وشهادة "ألجيكس" : البنوك ترفع القيود عن استيراد الحليب

اتخذت وزارتا المالية والتجارة إجراءات جديدة لرفع القيود عن عملية استيراد مسحوق الحليب والذرة، بهدف توفير المادتين الأساسيتين في السوق لمطابخ الحليب ومصانع الزيت، من خلال تخفيف إجراءات الاستيراد وإلغاء إلزامية استخراج وثيقة الوكالة الوطنية للتجارة الخارجية "ألجيكس".



توقعات بنزول الوزير الأول بين 8 و30 سبتمبر الجاري : هذه سيناريوهات عرض بيان السياسة العامة أمام البرلمان


تشير أغلب التوقعات الواردة عن رؤساء الكتل البرلمانية بالمجلس الشعبي الوطني إلى عرض بيان السياسة العامة لحصيلة حكومة الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن قبل نهاية شهر سبتمبر الجاري.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](#) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger